

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 Nîmes

Nîmes, le 31/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SANOFI WINTHROP INDUSTRIE**

Route d'Avignon - 30390 Aramon

Références : 2025-04-176  
Code AIOT : 0006600432

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2025 dans l'établissement SANOFI WINTHROP INDUSTRIE implanté route d'Avignon 30390 Aramon. L'inspection a été annoncée le 14/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SANOFI WINTHROP INDUSTRIE
- route d'Avignon 30390 Aramon
- Code AIOT : 0006600432
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement SANOFI d'Aramon est spécialisé dans la production de principes actifs médicamenteux depuis 1963. La fabrication de ces médicaments est effectuée suivant trois types d'activités : la synthèse organique (chimie fine), l'extraction végétale et l'hémisynthèse et la biochimie (biotechnologie).

Les principaux produits fabriqués sont la méglumine antimoniate (Glucantime®), l'amiodarone chlorhydrate (Cordarone®) et l'irbesartan (Aprovel®). Le site est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et est classé SEVESO seuil haut.

Une pollution (notamment au toluène) des eaux souterraines a été identifiée en 2013 par le bureau d'études URS au sud/sud-est du bâtiment 19. Plusieurs actions ont été engagées pour identifier l'origine de la pollution, évaluer son étendue et y mettre fin.

**Contexte de l'inspection :**

- Pollution

**Thèmes de l'inspection :**

- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etudes hydrogéologiques	AP Complémentaire du 03/03/2006, article 10.2.4	Sans objet
2	Résultats de la surveillance	AP Complémentaire du 08/10/2008, article 4.3	Sans objet
3	Bilan quadriennal	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65bis	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les dernières investigations réalisées ont permis d'obtenir une cartographie piézométrique cohérente avec les résultats des analyses relatives à la migration de la pollution. Par ailleurs, des actions de traitement du flottant ont démarré en janvier 2025.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Etudes hydrogéologiques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/03/2006, article 10.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, dôme piézométrique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 10.2.4 ...// A cet effet, l'exploitant dispose d'une étude hydrogéologique, d'une modélisation du régime d'écoulement des eaux souterraines et de la liste des zones soumises à surveillance spécifique.
<b>Constats :</b>  En réponse à l'observation n°1 du rapport de l'inspection du 28 septembre 2023 qui demandait d'approfondir la connaissance hydrogéologique du site afin de pouvoir expliquer la présence du dôme piézométrique et l'absence d'impact sur des piézomètres supposés à l'aval, l'exploitant a réalisé d'importantes investigations (mise en place d'enregistreurs de niveau des eaux souterraine, essais de pompage...) Les résultats de ces investigations figurant dans le bilan quadriennal 2019-2023 et ses annexes mettent en évidence la présence de failles encadrant le dôme piézométrique jouant un rôle étanche aux écoulements. Les nouvelles cartes piézométriques qui découlent de ces investigations sont plus cohérentes avec les résultats des analyses et vont permettre de mettre à jour le réseau de surveillance des eaux souterraines.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Résultats de la surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 08/10/2008, article 4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ecrémage Pz H et détection nouvelle pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>art 4.3 :</b> ...// La surveillance des eaux souterraines permet d'atteindre les objectifs suivants: <ul style="list-style-type: none"><li>- confirmer le fonctionnement hydraulique du site et en améliorer la connaissance;</li><li>- détecter aussi précocement que possible une éventuelle contamination;</li><li>- identifier et supprimer la source de pollution,</li><li>- neutraliser en tant que de besoin la pollution.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Le bilan quadriennal 2019-2023 et les résultats des analyses de 2024 montrent une tendance générale à la baisse de la pollution des eaux souterraines vers le sud (jusqu'en PzG) et l'absence d'impact significatif hors site. Les teneurs restent toujours élevées au nord-est (PzK) du dôme piézométrique.  Les commentaires sur les évolutions des teneurs en polluants font bien la corrélation avec les actions engagées pour réduire les transferts de pollution dans l'environnement (réfection des réseaux d'égouts chimiques, collecte et élimination hors site des phases les plus concentrées en iodures...).  Une anomalie apparaît en PzQ en toluène en septembre 2024 (8 800 µg/l); l'exploitant a indiqué que ce pic était lié à un incident du 15/08/2024 (débordement du réseau du réseau d'égout chimique à proximité de la zone 46 - neutrale) détaillé dans le rapport annuel de 2024 qui sera prochainement transmis à l'inspection. Cet incident a été déclaré à l'inspection par mail du 14/10/2024 à réception des résultats des analyses piezos. Un rapport d'incident référencé HSE24.190 analysant les causes a été transmis le 28/10/2024.  Au droit de PzH, au cœur de la pollution, les résultats montrent la présence d'une épaisseur de flottant qui perdure (supérieure à 1 m) depuis 2018. L'exploitant a présenté les actions engagées depuis le début de l'année 2025 pour extraire cette phase pure comme demandé dans le rapport d'inspection de 2023 (observation n°7). Un premier pompage réalisé en janvier 2025 a permis de retirer environ 200 litres de phase pure; de nouveaux pompages ont été réalisés en février et mars 2025 et se poursuivront jusqu'au mois de juin afin de proposer une solution pérenne de traitement dans le cadre de la mise à jour de la stratégie de gestion de la pollution demandée dans le rapport de l'inspection de 2023 (observation n°1). Ces premiers essais semblent ne pas rencontrer les problèmes de cristallisation rencontrés lors des essais réalisés entre 2013 et 2016.  <b>Observation n°1:</b> L'exploitant précisera, pour fin 2025, la solution retenue pour retirer la phase pure présente en PzH. Ce retrait devra se poursuivre au-delà de juin 2025, de façon active ou passive, tant que l'épaisseur de flottant restera significative. Le rapport annuel de suivi des eaux souterraines (bilan 2025) précisera les quantités de produits retirées mensuellement.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué qu'une pollution avait été mise en évidence dans un des forages réalisés pour son projet de chauffage par géothermie. Les résultats des analyses, présentés en séance, montraient des teneurs importantes en polluants à 70 m de profondeur.

**Observation n°2:**

L'exploitant transmettra :

- sous une semaine la déclaration de l'incident avec les résultats des analyses menées ;
- pour fin 2025, l'analyse faite sur l'origine de cette pollution et les impacts hors site qui pourraient avoir lieu sur d'éventuels usages qui pourraient être identifiés. Cette analyse se basera sur les nouvelles données hydrogéologiques, sans investigations complémentaires à 70 m de profondeur, compte tenu des actions menées pour mettre fin à l'alimentation de la pollution présente dans la nappe.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Bilan quadriennal**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65bis

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mise à jour du réseau piézométrique

**Prescription contrôlée :**

Art 65bis :

... Lorsqu'une surveillance des eaux souterraines en contexte de pollution est en place, un bilan quadriennal est réalisé conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Ce bilan récapitule l'ensemble des résultats collectés depuis la mise en place de la surveillance et en analyse la dynamique. L'étude hydrogéologique est alors réexaminée et, si nécessaire, révisée en vue de vérifier les éventuelles évolutions du contexte et des enjeux. ...

**Constats :**

L'exploitant a transmis une mise à jour du bilan quadriennal en réponse à l'observation n°6 du rapport de l'inspection du 28 septembre 2023.

Ce bilan 2019-2023 apporte les compléments demandés (courbes d'évolution des teneurs mesurées avec un historique allant au-delà des 4 dernières années, inventaire des substances mises en œuvre...), et une proposition pour la mise à jour du suivi des eaux souterraines.

Concernant l'état des piézomètres, les informations fournies sont insuffisantes et devront être complétées dans le prochain bilan quadriennal sur la base d'éléments factuels (constat sur l'état de la tête des piézomètres, colmatage des piézomètres calculé avec la profondeur mesurée...) et des actions éventuellement engagées.

Concernant le choix des piézomètres proposés pour le suivi: l'exploitant propose de réduire le nombre de piézomètres suivis. Certains piézomètres ont été créés pour délimiter le panache de pollution mais ne sont pas utiles au suivi de l'évolution du panache.

L'inspection valide le principe de réduire le nombre de piézomètres à suivre mais considère que le réseau proposé n'est argumenté que par rapport au suivi de la pollution connue, et ne prend pas assez en compte les lieux de mise en œuvre des substances dangereuses afin d'identifier un éventuel dysfonctionnement des installations en fonctionnement.

**Observation n°3:**

L'exploitant proposera, avant fin septembre 2025, une nouvelle proposition de suivi des eaux souterraines s'appuyant sur la nouvelle carte piézométrique et prenant en compte les lieux de mise en œuvre des substances dangereuses.

Concernant la fréquence des analyses, l'exploitant propose de passer à une surveillance semestrielle.

L'inspection considère, au vu des résultats de 2024 que la surveillance trimestrielle doit être maintenue. Par exemple le pic observé en PzQ (8800 µg/l en toluène) en septembre 2024 n'aurait pas été identifié avec un suivi semestriel. Par ailleurs, le démarrage des actions de pompage en PzH justifie également de maintenir un suivi trimestriel.

Lors de la visite, l'inspection a constaté que les piézomètres étaient en bon état et bien protégés, mais PzX et PzH n'étaient pas identifiés.

**Observation n°4:**

L'exploitant justifiera, par des photos, avant la fin de l'année 2025 que tous les piézomètres sont bien identifiés.

**Type de suites proposées :** Sans suite